



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1996/80/Add.2
28 février 1996

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-deuxième session
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Règles humanitaires minimales

Rapport du Secrétaire général établi en application
de la résolution 1995/29 de la Commission

Additif

On trouvera dans le présent document un résumé des observations communiquées par les Gouvernements de l'Allemagne, du Belize, de la Finlande et de Malte, ainsi que par l'organisation non gouvernementale Pax Christi, Mouvement international catholique pour la paix.

Allemagne

[Original : anglais]

[27 décembre 1995]

1. En tant que coauteur de la résolution 1995/29 de la Commission relative aux règles humanitaires minimales, la République fédérale d'Allemagne a souscrit très tôt à l'objectif de la Déclaration, qui est de réaffirmer certains droits fondamentaux de la population civile touchée par un conflit, droits qui doivent être sauvegardés en toute circonstance.

2. Le droit international humanitaire consacré dans les quatre Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels prime en période de conflit armé, international ou non. L'article 18 de la Déclaration de Turku, qui réaffirme qu'aucune de ses dispositions ne sera interprétée comme restreignant ou limitant les dispositions de quelque instrument international humanitaire ou relatif aux droits de l'homme que ce soit, reconnaît aussi la priorité dont jouit le droit conventionnel international humanitaire.

3. En réalité toutefois, il peut arriver que les protocoles additionnels, en particulier celui relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole additionnel II) ne s'appliquent pas. Ce protocole délimite son champ d'application au paragraphe 2 de son article premier en en excluant expressément les situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, qui ne sont pas considérés comme des conflits armés. S'agissant de ces situations, de même que pour les cas limites, la Déclaration de Turku, qui reflète largement les dispositions du Protocole additionnel II, assure à la population civile concernée la protection dont elle a besoin.

4. En temps de paix, les droits de l'homme consacrés dans les deux Pactes de 1966 s'appliquent intégralement. Cependant, l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par exemple autorise la suspension de ces droits, sous réserve de certaines restrictions, en cas d'urgence. La Déclaration de Turku étend la liste des droits auxquels il n'est pas possible de déroger et pose de ce fait aux Etats des normes dont ils ne devraient pas s'écarter s'ils suspendent des droits de l'homme en cas d'urgence publique.

5. Les dispositions relatives aux urgences publiques de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne qui traitent de catastrophes naturelles aussi bien que des urgences internes et externes, sont pleinement compatibles avec la règle de la primauté du droit et garantissent les normes minimales visées dans la résolution 1995/29.

6. Qui plus est, le Gouvernement fédéral plaide pour le relèvement à 18 ans de l'âge minimum pour la participation aux conflits armés, qui demeure fixé à 15 ans dans l'article 10 de la Déclaration.

Belize

[Original : anglais]

[1er décembre 1995]

1. Il est inutile de procéder à une révision de la législation bélizienne à la lumière de la Déclaration sur les règles humanitaires minimales, puisque d'ores et déjà la Constitution et d'autres textes de loi assurent la protection des différents droits visés dans cette Déclaration.

2. Le Belize n'a jamais connu de troubles internes, de guerre ni de violence civile.

Finlande

[Original : anglais]

[20 décembre 1995]

1. Le Gouvernement finlandais note que la Déclaration sur les règles humanitaires minimales (de Turku) (E/CN.4/Sub.2/1991/55) a pour objet d'énumérer dans les règles humanitaires minimales ceux des droits de l'homme fondamentaux et des normes humanitaires qui sont applicables à tout être humain en quelque circonstance que ce soit et sur lesquels il est impossible de revenir.

2. La protection des droits de l'homme par le biais du droit international coutumier et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme s'étend à la fois au temps de paix et aux conflits armés. Le droit international humanitaire appliqué dans les situations de conflit renforce et complète cette protection. Il peut se produire des situations où l'étendue des obligations en matière de droits de l'homme est limitée et où le seuil d'applicabilité du droit international humanitaire n'est pas atteint. Il peut arriver aussi que les structures essentielles d'un Etat s'effondrent ou que la responsabilité de mesures interdites ne puisse être imputée à un Etat donné.

3. Des problèmes de cette nature se sont fait jour dans des conflits récents. Ainsi, les conflits dont le Rwanda comme la Bosnie et d'autres régions de l'ex-Yougoslavie ont été le théâtre, illustrent les situations où un ensemble concis de règles humanitaires minimales pourrait contribuer plus efficacement à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

4. Le Gouvernement finlandais estime que l'on pourrait renforcer la protection des personnes qui se trouvent tout spécialement dans le type de situations décrit ci-dessus en adoptant une déclaration spécifique sur les règles humanitaires minimales applicables à toutes les situations et respectée par toutes les parties au conflit.

5. Une telle déclaration devrait codifier les principes clefs de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales tels qu'ils s'expriment dans le droit international coutumier, les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et le droit international

humanitaire. Ces normes devraient être libellées en des termes concis pour s'appliquer directement, immédiatement et efficacement dans des situations de toutes sortes.

6. Les normes énoncées dans une telle déclaration ne devraient surtout pas affaiblir la protection des droits et libertés considérés comme absolus dans d'autres documents internationaux pertinents. Il ne faudrait pas non plus qu'elles élargissent les conditions préalables à remplir pour suspendre temporairement d'autres droits et libertés dans des situations d'urgence publique. En revanche, l'évolution qui s'est fait jour par exemple en ce qui concerne l'abolition de la peine capitale et les éléments clefs d'un procès équitable devrait être prise en considération lors de futurs débats sur la teneur de la déclaration à adopter. Les normes devraient aussi énoncer les mesures à prendre pour répondre aux besoins essentiels. Elles devraient être respectées par tous, individus, groupes et autorités, et appliquées à tous, quel que soit le statut juridique des uns et des autres. D'où la nécessité de ne pas négliger la question de la responsabilité individuelle dans les cas où elles seraient violées.

7. Le Gouvernement finlandais appuie l'idée d'adopter une déclaration sur les règles humanitaires minimales qui développerait la Déclaration de Turku. La Commission devrait prendre les mesures voulues à cet effet à sa prochaine session.

Malte

[Original : anglais]

[20 décembre 1995]

Le Gouvernement maltais a soumis les dispositions suivantes concernant la période d'urgence publique, qui figurent aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 47 de la Constitution maltaise.

Article 47

"Paragraphe 2 -

Dans le présent chapitre, on entend par 'période d'urgence publique' toute période pendant laquelle

- a) Malte est engagée dans une guerre;
- b) une proclamation du Président déclarant l'état d'urgence publique est en vigueur; ou
- c) une résolution de la Chambre des représentants adoptée à la majorité des deux tiers au moins des voix des membres déclarant que les institutions démocratiques de Malte sont menacées par la subversion, est en vigueur.

Paragraphe 3 -

- a) Quand l'état d'urgence est proclamé, la Chambre des représentants en est informée sans retard et, en cas d'ajournement ou de prorogation de celle-ci pour une durée qui n'est pas censée expirer dans les 10 jours qui suivent, le Président peut, par une proclamation, la convoquer dans les 5 jours. Elle se réunit alors et siège à la date fixée dans la proclamation et continue de siéger et d'agir comme si elle avait été ajournée ou prorogée.
- b) A moins d'être révoquée plus tôt par le Président, une proclamation d'état d'urgence cesse d'être en vigueur à l'expiration d'une période de 14 jours à compter de la date à laquelle elle a été faite ou de toute période plus longue qui aurait été prévue en vertu du paragraphe suivant, mais sans préjudice de toute nouvelle proclamation d'état d'urgence qui serait faite à la fin ou avant la fin de cette période.
- c) Si, alors qu'une proclamation d'état d'urgence est en vigueur (y compris lorsqu'elle est en vigueur en vertu du présent paragraphe), la Chambre des représentants adopte une résolution qui approuve son maintien en vigueur pour une nouvelle période, de trois mois maximum, à compter de la date à laquelle elle aurait expiré, la proclamation demeurera en vigueur pour cette nouvelle période, à moins d'être révoquée plus tôt.

Paragraphe 4 -

Une résolution de la nature de celle visée à l'alinéa c) du paragraphe 2 du présent article, à moins d'être révoquée plus tôt par la Chambre des représentants, cesse d'être en vigueur à l'expiration de 12 mois à compter de la date à laquelle elle a été adoptée ou plus tôt selon ce qu'il y sera spécifié, mais sans préjudice de l'adoption d'une nouvelle résolution par la Chambre des représentants selon les modalités prescrites dans ce paragraphe à la fin ou avant la fin de cette période."

Pax Christi - Mouvement international catholique pour la paix

[Original : anglais]

[19 décembre 1995]

1. Pax Christi - Mouvement international catholique pour la paix et l'Organisation des peuples et des nations non représentés considèrent la Déclaration sur les règles humanitaires minimales comme un progrès capital dans la protection des droits de l'homme.
2. De l'avis des deux organisations, il est important que la Déclaration soit applicable à **toutes** les situations de "violence interne", états d'urgence, etc., **y compris** aux guerres (déclarées ou non), campagnes de lutte contre une insurrection et "opérations de police".
3. Une partie à un conflit devrait respecter les droits énoncés dans la Déclaration que celle-ci soit ou non observée par la partie adverse.

4. Qui plus est, il faudrait donner à des non-Membres de l'Organisation des Nations Unies, notamment à des entités qui ne sont pas reconnues en tant qu'Etats, quel que soit leur statut, la possibilité de déclarer qu'ils adhèrent à la Déclaration.

5. Les deux organisations tiennent à ajouter qu'il serait bon de préciser au paragraphe 4 de l'article 8 : "Toute personne condamnée à mort a un droit de recours." et à l'article 9 : "Toute personne reconnue coupable et condamnée a un droit de recours."
